



## RESOLUTION DE L'ASSEMBLEE GENERALE DU 3 DECEMBRE 2012

Les adhérents du Manifeste ont entendu le compte-rendu de la réunion entre Madame la directrice de l'hôpital et le secrétariat de l'organisation.

Il en ressort que le déficit, de l'ordre de 2 millions d'euros est chronique et donc, structurel. Celui-ci est voulu et sert à laisser la tête sous l'eau de notre hôpital.

De plus, au-delà des subventions ponctuelles, l'Agence Régionale de Santé (ARS) et le gouvernement envisagent le cautionnement d'une ligne budgétaire ouverte par les banques pour régler les problèmes de trésorerie. Cela ressemble à un pansement sur une jambe de bois, puisque les intérêts alourdiront les dépenses.

Par ailleurs, les installations ont besoin, à certains endroits, d'investissements. L'hôpital n'ayant pas les moyens de les financer, d'autres investiront à sa place. Malgré cette bonne volonté, cela se transformera en loyers, et alourdira là aussi les comptes de l'hôpital.

De fait, avec cette courte vue, plus l'horizon « s'éclaircit » plus le déficit va s'accroître. Ce sont encore les personnels qui vont le subir sur leurs conditions de travail (moins 35 emplois) Le Manifeste demande donc, en sa qualité de représentants des usagers, d'avoir accès aux comptes de l'hôpital.

Il demande que soient clairement explicités les rapports financiers réels entre l'accès public aux soins et l'accès privé à travers les Groupements de Coopération Sanitaire.

Le Manifeste s'inscrit contre les suppressions d'emploi appelées « mesures d'économie rationnelle » contenues dans le Plan de Retour à l'Equilibre (PRE). Il sera à côté de toute action des personnels et de leurs syndicats.

Il exige le maintien de la qualité d'accès aux soins, tel que défendue à Saint-Affrique depuis le 30 avril 2004, date de l'accord ministériel maintenant l'intégrité des services de notre hôpital.

Il exige en outre que l'exception géographique soit concrétisée par un financement spécifique et pérenne.

Adoptée à l'unanimité des présents : SUD Santé, UL CGT, Parti de Gauche (PG), PCF, Confédération Paysanne, et 13 adhérents individuels.

Cette même AG a reporté au 1<sup>er</sup> trimestre 2013 les points statutaires de l'ordre du jour, révision des statuts, réélection des membres du CA.

Elle remercie Jean Scheffer du comité d'Albi et membre de la direction de la Coordination Nationale pour les éclairages qu'il a apportés tant sur la situation locale que nationale du système d'accès aux soins de notre pays.

Le Secrétariat du Manifeste